



**Instruments
internationaux relatifs
aux droits de l'homme**

Distr.
GÉNÉRALE

HRI/MC/2003/2
5 juin 2003

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

Quinzième réunion des présidents des organes
créés en vertu d'instruments internationaux
relatifs aux droits de l'homme
Genève, 23-27 juin 2003
Points 4, 5 et 6 de l'ordre du jour provisoire

**EXAMEN DES FAITS RÉCENTS RELATIFS AUX TRAVAUX DES ORGANES
CRÉÉS EN VERTU D'INSTRUMENTS INTERNATIONAUX**

Rapport du secrétariat

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
I. INTRODUCTION.....	1	3
II. RENFORCEMENT DE L'EFFICACITÉ DES ORGANES CONVENTIONNELS.....	2 – 33	3
A. Suivi des recommandations de la première réunion intercomités.....	2 – 23	3
B. Suivi des recommandations de la quatorzième réunion des présidents.....	24 – 33	7

TABLE DES MATIÈRES (*suite*)

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
III. RENFORCEMENT DE L'APPUI AUX ORGANES CONVENTIONNELS	34 – 48	9
A. Point sur les appels annuels 2002 et 2003 du Haut-Commissariat aux droits de l'homme	34 – 40	9
B. Groupe des recommandations des organes créés en vertu d'instruments internationaux	41 – 43	10
C. Diffusion d'informations sur les travaux des organes conventionnels.....	44 – 48	11
IV. IDÉES DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL POUR LA RÉFORME DU SYSTÈME DE PRÉSENTATION DE RAPPORTS AU TITRE DES INSTRUMENTS RELATIFS AUX DROITS DE L'HOMME	49 – 54	12
V. AUTRES FAITS NOUVEAUX.....	55 – 62	14
A. Étude de l'Organisation des Nations Unies sur la violence contre les enfants	55 – 57	14
B. Augmentation du nombre d'experts siégeant au Comité des droits de l'enfant	58 – 59	14
C. Adoption du Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.....	60 – 61	14
D. Entrée en vigueur de la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille	62	15

I. INTRODUCTION

1. Le présent rapport, qui a été établi pour la deuxième réunion intercomités et la quinzième réunion des présidents des organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, contient des informations sur les faits nouveaux concernant le système conventionnel intervenus depuis juin 2002. En particulier, le rapport rend compte de l'application des recommandations de la quatorzième réunion des présidents et de la première réunion intercomités, tenues respectivement du 24 au 26 juin et du 26 au 28 juin 2002. On trouvera ces recommandations dans les rapports de ces deux réunions (A/57/399 et HRI/ICM/2002/3). Un exposé détaillé des méthodes de travail des organes conventionnels, telles qu'elles se présentaient en juin 2002, figure dans le rapport sur les méthodes de travail concernant la présentation des rapports par les États (HRI/ICM/2002/2), qui avait été établi en tant que document d'information pour la première réunion intercomités.

II. RENFORCEMENT DE L'EFFICACITÉ DES ORGANES CONVENTIONNELS

A. Suivi des recommandations de la première réunion intercomités

2. La présente section contient un aperçu des initiatives prises pour appliquer les recommandations de la première réunion intercomités. Ces recommandations concernent les listes de points à traiter et les groupes de travail de présession, l'examen des rapports et les chambres multiples, les procédures de suivi, les mesures pour encourager une collaboration entre des organes conventionnels en ce qui concerne la présentation de rapports, et l'assistance technique.

Listes de points à traiter et groupes de travail de présession

3. À sa vingt-cinquième session, en novembre 2000, le Comité contre la torture a décidé, conformément aux paragraphes 61 et 106 de son règlement intérieur, de créer un groupe de travail de présession à compter de la période biennale 2002-2003. L'Assemblée générale a approuvé la décision du Comité dans sa résolution 56/143 du 19 décembre 2001.

4. En avril 2002, avant sa vingt-huitième session, le groupe de travail de présession du Comité contre la torture s'est réuni pour la première fois afin d'examiner des communications présentées en vertu de l'article 22 de la Convention. Le groupe de travail, qui était composé de quatre membres, s'est réuni cinq jours avant la session du Comité. À compter de novembre 2003, il établira des listes de points à traiter portant sur les rapports périodiques des États parties à examiner à la session suivante.

Examen des rapports et chambres multiples

5. À sa vingt-septième session, en juin 2002, le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes a revu ses méthodes de travail concernant l'examen des rapports périodiques. Les questions posées par les membres du Comité sont désormais regroupées sous quatre rubriques correspondant aux quatre parties de la Convention, et l'État partie a la possibilité de répondre dès que les experts ont posé les questions afférentes à une rubrique. Le Comité a également décidé de restreindre à cinq minutes le temps de parole de

chaque expert et de limiter la durée de la présentation du rapport par l'État partie (à 45 minutes pour les rapports initiaux et à 30 minutes pour les rapports périodiques). À la même session, le Comité a adopté des directives révisées concernant l'établissement des rapports des États parties prescrivant des rapports plus concis et limitant à 100 pages les rapports initiaux et à 70 les rapports périodiques (voir document HRI/GEN/2/Rev.1/Add.2).

6. Le Comité des droits de l'homme a décidé à compter de sa soixante-quinzième session (juillet 2002) de créer des équipes spéciales chargées des rapports périodiques afin d'accroître l'efficacité du processus d'élaboration des listes de points à traiter et d'améliorer la qualité du dialogue entre le Comité et l'État partie dont le rapport est examiné. L'Équipe spéciale chargée des rapports périodiques est composée de 4 à 6 membres qui ont pour tâche d'établir la liste des points à traiter, de conduire le dialogue avec l'État partie et, si nécessaire, d'aider le Rapporteur spécial chargé du suivi des observations finales.

7. Comme suite à l'augmentation du nombre de ses membres (voir sect. V, partie B), le Comité des droits de l'enfant a étudié la possibilité d'examiner les rapports des États parties dans plusieurs chambres. Le Comité s'est réuni la première fois, après que le nombre de ses membres a été porté à 18, en mai 2003 (trente-troisième session). Notant que, avant l'augmentation du nombre de ses membres, le Comité avait recommandé la constitution de deux chambres afin de rattraper son retard dans l'examen des rapports, le Président a distribué, en tant que base pour la poursuite du dialogue, un document de travail résumant les discussions antérieures sur les méthodes de travail.

8. Le document contenait un examen de la question de savoir dans quelle mesure il serait possible de travailler dans deux chambres parallèles et des idées concrètes pour l'élaboration de règles de procédure et indiquait qu'en se réunissant en deux chambres pendant cinq sessions le Comité pourrait examiner 80 rapports au lieu de 45. Il a été noté que cela revêtait une importance particulière vu que les États parties allaient commencer à présenter des rapports initiaux au titre des deux protocoles facultatifs se rapportant à la Convention au début de 2004.

Procédures de suivi

9. Le Comité des droits de l'homme a commencé à appliquer une procédure de suivi systématique des observations finales à compter de mars 2001. Dans le cadre de cette procédure, le Comité sélectionne une série de recommandations prioritaires et demande à l'État partie de fournir des renseignements supplémentaires sur leur application. Sur la base de ces renseignements et de toute autre information complémentaire obtenue d'autres sources, le Rapporteur spécial du Comité chargé du suivi des observations finales et le Rapporteur pour le pays concerné déterminent si d'autres mesures, y compris un éventuel changement de la date à laquelle le prochain rapport doit être soumis, sont justifiées.

10. La date limite fixée pour la fourniture des renseignements supplémentaires demandés dans le cadre de la procédure est arrivée à échéance pour 17 États parties. Sur ces États, 11 ont apporté une réponse complète, 3 une réponse partielle et 3 autres n'ont pas fourni l'information réclamée. Pour ce qui est des États qui ont apporté une réponse partielle, le Comité a tenté d'obtenir une réponse complète avant d'examiner la question de savoir si d'autres mesures s'imposaient. Dans le cas des États qui n'ont pas répondu, le Comité a pris des mesures pour obtenir que les informations voulues soient fournies. À la fin de sa soixante-dix-septième session

en mars 2003, le Comité a examiné les réponses complètes apportées par huit États parties. Le Comité a chaque fois décidé de ne prendre aucune autre mesure, et la date provisoire pour la présentation du prochain rapport fixée dans les observations finales est devenue définitive.

11. À sa vingt-neuvième session, en novembre 2002, le Comité des droits économiques, sociaux et culturels a rappelé les procédures de suivi qu'il avait adoptées à sa vingt et unième session en vertu desquelles le Comité peut inviter les États parties à fournir des informations supplémentaires sur l'application de certaines recommandations avant la date à laquelle le prochain rapport périodique doit être soumis. Les renseignements supplémentaires reçus sont examinés à la réunion suivante du groupe de travail de présession et, en fonction des renseignements fournis, le Comité peut décider de prendre note desdits renseignements, d'adopter des observations finales complémentaires sur les questions visées, de demander de plus amples informations ou d'autoriser son président à examiner la question à la session suivante avec la délégation de l'État partie. Si les renseignements supplémentaires demandés ne sont pas fournis, le Président peut, en consultation avec le Bureau, décider d'aborder directement la question avec l'État partie. Lorsque les informations présentées ne sont pas suffisantes, le Comité peut également demander à l'État partie d'accepter qu'un ou deux de ses membres effectuent une mission d'assistance technique auprès de lui. Cette procédure a été appliquée dans le cas d'un État au cours de la vingt-neuvième session.

12. À sa trentième session, en mai 2003, le Comité contre la torture a adopté une procédure de suivi des observations finales similaire à celle du Comité des droits de l'homme. Le Comité fait, selon qu'il convient, quelques recommandations prioritaires et demande à l'État partie de lui fournir dans l'année des informations supplémentaires sur les mesures prises pour mettre en œuvre ces recommandations.

Mesures pour encourager la présentation de rapports

13. En mai 2002, le Comité des droits de l'enfant a commencé à appliquer une procédure pour résoudre le problème des rapports qui sont très en retard. Lorsqu'un rapport initial est en retard de neuf ans, le Comité envoie un rappel à l'État partie pour lui demander de présenter ce rapport au cours de l'année suivante et lui faire savoir que, si ledit rapport n'est pas soumis, la situation dans le pays concerné serait examinée à la lumière des renseignements disponibles et en l'absence du rapport. Six rappels ont été envoyés et dans trois cas le rapport attendu a été soumis. Le Comité envisage d'examiner la situation dans trois États parties en l'absence de leur rapport au cours de sa trente-septième session en septembre 2004.

14. À sa vingt-septième session en juin 2002, le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes a adopté des recommandations concernant les nouvelles mesures à prendre pour encourager les États à faire rapport. Parmi ces mesures figurent l'envoi de rappels systématiques pour obtenir qu'un rapport soit présenté, la tenue de réunions informelles entre le Bureau du Comité et les États parties qui n'ont pas présenté leur rapport pris individuellement ou sur une base régionale et la tenue de réunions privées entre le Comité et les représentants des États concernés.

15. En outre, dans le cadre de sa stratégie pour encourager les États parties à faire rapport, le Comité a demandé à la Division de la promotion de la femme d'établir pour sa vingt-neuvième session (juillet 2003) une analyse du cas de chaque pays n'ayant pas présenté son rapport pour

aider le Comité à examiner les causes profondes du problème. La question de la non-présentation des rapports a également été soulevée lors de la réunion informelle du Comité avec les États parties en juin 2002.

Collaboration entre organes conventionnels

16. En 2002, comme suite aux discussions qui avaient eu lieu aux sessions précédentes du Comité des droits économiques, sociaux et culturels et du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes et conformément aux recommandations de la première réunion intercomités, le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes a invité le Président du Comité des droits économiques, sociaux et culturels à des consultations sur les questions d'intérêt commun. À sa vingt-neuvième session, le Comité des droits économiques, sociaux et culturels a prié son président d'étudier avec le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes la possibilité d'adopter une première observation générale commune sur l'article 3 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et l'article 3 de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. Le Président du Comité des droits économiques, sociaux et culturels a établi un projet d'observation générale en tenant compte des dispositions pertinentes des deux instruments et l'a présenté, pour examen, au Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes.

17. En janvier 2003, le Président du Comité des droits économiques, sociaux et culturels a eu une entrevue avec le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes durant sa vingt-huitième session. Tout en se félicitant des efforts pour promouvoir la coopération entre les deux comités, le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes a estimé qu'il était nécessaire de procéder à un examen plus minutieux de la question avant l'adoption d'une observation générale commune. Dans le même temps, le Comité s'est déclaré disposé à mettre à profit d'autres possibilités d'action commune, par exemple dans le domaine de l'assistance technique.

18. De son côté, le Comité des droits de l'homme a distribué le texte de son projet d'observation générale sur l'article 2 relatif à la nature des obligations juridiques imposées aux États parties au Pacte à d'autres organes conventionnels pour qu'ils lui fassent part de leurs commentaires comme l'avaient déjà fait le Comité des droits de l'enfant et le Comité des droits économiques, sociaux et culturels. Le projet d'observation générale a également été affiché sur le site Web du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme avec une demande de commentaires.

19. Dans une lettre datée du 14 mars 2003, le Comité contre la torture a demandé au Comité des droits de l'enfant de lui faire part de ses suggestions sur d'éventuelles observations générales conjointes.

Assistance technique

20. Le Haut-Commissariat aux droits de l'homme a organisé du 27 au 29 août 2002 à Quito, en coopération avec le Gouvernement équatorien, le premier atelier pilote consacré au dialogue sur les observations finales du Comité des droits de l'homme. Ont assisté à l'atelier des représentants des Gouvernements argentin, costa-ricien, équatorien, guatémaltèque, mexicain,

péruvien, dominicain et vénézuélien ainsi que des représentants d'institutions nationales de défense des droits de l'homme, de la Commission interaméricaine des droits de l'homme, d'institutions des Nations Unies et d'organisations non gouvernementales. Le Conseiller régional du Haut-Commissariat pour l'Amérique latine, plusieurs membres du Comité des droits de l'homme et des membres du secrétariat ont fait office de conseillers techniques.

21. L'atelier avait pour but d'analyser les observations finales du Comité des droits de l'homme en vue de renforcer les mesures de suivi au niveau national. Des questions telles que les obstacles à l'application des arrangements institutionnels et le rôle de la société civile et des organismes nationaux de défense des droits de l'homme dans le suivi des observations finales ont été examinées. Les participants ont adopté un vaste éventail de recommandations destinées aux États parties, au Comité des droits de l'homme, au Haut-Commissariat aux droits de l'homme, aux organismes internationaux, aux institutions nationales de défense des droits de l'homme et aux ONG. Des informations détaillées sur l'atelier et sur ses conclusions figurent dans le rapport de la réunion (HRI/TB/FU/1).

22. Un atelier similaire sur le suivi des observations finales du Comité des droits de l'enfant sera organisé à l'intention de trois pays de la région arabe en collaboration avec le Gouvernement syrien en septembre 2003.

23. En avril 2003, la Division de la promotion de la femme a apporté une contribution technique à un atelier régional de formation tenu à Samoa et consacré à la présentation de rapports au titre de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes; neuf pays ont participé à cet atelier. Un expert du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes et un membre du personnel de la Division de la promotion de la femme ont fait office de conseillers techniques.

B. Suivi des recommandations de la quatorzième réunion des présidents

24. Les sections ci-après décrivent les efforts visant à appliquer les recommandations de la quatorzième réunion des présidents des organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, tenue à Genève du 24 au 26 juin 2002.

Coopération avec la Commission des droits de l'homme et la Sous-Commission de la promotion et de la protection des droits de l'homme

25. Conformément à la recommandation de la réunion, chaque président d'organe conventionnel a reçu une invitation officielle pour la cinquante-neuvième session de la Commission des droits de l'homme qui devait avoir lieu à Genève du 21 mars au 25 avril 2003. Les présidents du Comité des droits de l'homme, du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale, du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes et du Comité des droits de l'enfant ont informé la Commission sur l'application de leurs instruments respectifs.

Coopération entre les membres des organes conventionnels et les détenteurs de mandat au titre des procédures spéciales

26. La coopération entre les membres des organes conventionnels et les détenteurs de mandat au titre des procédures spéciales de la Commission a été renforcée par la fourniture d'informations, notamment la distribution par le biais d'un serveur de listes e-mail aux experts siégeant dans les organes conventionnels et aux détenteurs de mandat au titre des procédures spéciales d'une liste à jour des détenteurs de mandat de pays et thématique.

27. Conformément à la décision prise à la quatrième réunion conjointe des présidents des organes créés en vertu d'instruments relatifs aux droits de l'homme et des détenteurs de mandat au titre des procédures spéciales, la cinquième réunion conjointe, prévue pour le 25 juin 2003, mettra l'accent sur un thème précis – la mondialisation et ses effets sur les différents mandats des procédures spéciales et des organes conventionnels. Un document informel a été établi par le secrétariat et sera distribué aux présidents.

Réunions informelles avec les États parties

28. Lors des consultations informelles avec les États qui ont eu lieu à la quatorzième réunion des présidents, de nombreux États parties ont proposé que les différents organes conventionnels tiennent régulièrement des consultations informelles avec les États parties sur des questions d'intérêt commun. Depuis 2002, le Comité des droits de l'homme, le Comité des droits économiques, sociaux et culturels, le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, le Comité contre la torture et le Comité des droits de l'enfant ont tenu au moins une réunion informelle avec les États parties en vue de les informer des changements qui ont eu lieu, en particulier en ce qui concerne les méthodes de travail, et échanger avec eux des idées sur la manière de renforcer les travaux des différents comités d'une manière mutuellement bénéfique. Le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale tiendra sa première réunion informelle avec les États parties en août 2003, à sa soixante-troisième session.

29. Le Comité des droits économiques, sociaux et culturels a tenu, le 14 mai 2002, au cours de sa vingt-huitième session, sa première réunion formelle avec les États parties qui a été consacrée à l'examen des méthodes de travail révisées du Comité et de la révision en cours de ses directives concernant l'établissement des rapports des États parties. La deuxième réunion informelle avec les États parties aura lieu en novembre 2003, au cours de la trente et unième session du Comité, et permettra d'examiner les idées du Secrétaire général pour la réforme du système conventionnel.

30. Le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes a tenu une réunion informelle avec les États parties en juin 2002, au cours de sa vingt-septième session. En outre, il a eu une réunion informelle avec des États non parties à sa vingt-huitième session en janvier 2003 en vue d'encourager la ratification de la Convention. Le Comité a, d'autre part, décidé de convoquer une réunion avec les États parties dont les rapports étaient en retard de plus de cinq ans, à sa vingt-neuvième session en juillet 2003.

31. Le Comité des droits de l'homme a convoqué sa deuxième réunion informelle avec les États parties à Genève le 24 octobre 2002, au cours de sa soixante-seizième session. Ont participé à la réunion 60 États parties. Parmi les questions examinées figuraient les nouvelles

méthodes de travail du Comité, les procédures de suivi, le lien entre le non-respect de l'obligation de faire rapport et la coopération technique, la nouvelle procédure du Comité pour faire face aux problèmes des États qui ne présentent pas leurs rapports et les idées du Secrétaire général pour la réforme du système de présentation de rapports au titre des instruments relatifs aux droits de l'homme.

32. Le Comité des droits de l'enfant a tenu sa première réunion informelle avec les États parties à sa trente-deuxième session le 29 janvier 2003. Plus de 75 États ont participé à cette réunion qui a été consacrée à l'examen des méthodes de travail du Comité, aux incidences de l'augmentation du nombre de ses membres et aux idées du Secrétaire général pour la réforme du système conventionnel. Comme ce fut le cas avec le Comité des droits de l'homme, plusieurs États parties ont soulevé la question du suivi des observations finales et de l'assistance technique.

33. Le Comité contre la torture a tenu à Genève, le 12 mai 2003, au cours de sa trentième session, une réunion informelle avec les États parties en vue de les informer de l'évolution de ses méthodes de travail, en particulier de la décision tendant à adresser des listes de points à traiter aux États parties, du règlement intérieur modifié et des incidences de l'adoption du Protocole facultatif se rapportant à la Convention. Les idées du Secrétaire général pour la réforme du système conventionnel ont également été examinées au cours de la réunion.

III. RENFORCEMENT DE L'APPUI AUX ORGANES CONVENTIONNELS

A. Point sur les appels annuels 2002 et 2003 du Haut-Commissariat aux droits de l'homme

34. La présente section contient un aperçu des efforts du Haut-Commissariat aux droits de l'homme en vue d'exécuter les activités pour lesquelles des fonds extrabudgétaires ont été mobilisés en 2002 ainsi que les activités pour lesquelles des fonds ont été demandés dans l'appel annuel 2003.

Appel annuel 2002

35. Les fonds extrabudgétaires reçus à la suite de l'appel annuel 2002 ont été utilisés pour étoffer les effectifs des secrétariats assurant le service des organes conventionnels et renforcer les moyens dont dispose le secrétariat pour effectuer des travaux de recherche au profit desdits organes, répondre aux requêtes et les traiter, et aider à appliquer les recommandations des organes conventionnels.

36. S'agissant de l'amélioration des services fournis aux organes conventionnels, la réduction du temps écoulé entre la présentation des rapports des États parties et leur examen obtenue en 2001 a été maintenue et des progrès considérables ont été accomplis dans le traitement des requêtes. Les nouvelles requêtes sont à présent examinées dans de meilleurs délais encore que les efforts visant à améliorer la capacité de réponse doivent être poursuivis. Les requérants reçoivent une réponse un mois après leur premier contact avec le Haut-Commissariat aux droits de l'homme. Cependant, les nouvelles affaires dont est saisi le Comité des droits de l'homme ne sont pas encore examinées dans des délais optimaux, encore que les décisions finales soient à présent adoptées dans des délais dépassant à peine 24 mois, ce qui représente un progrès considérable par rapport à 1999.

37. Ces acquis sont dus en grande partie à l'augmentation du personnel de l'Équipe des requêtes. Cette dernière a, d'autre part, nettement amélioré le traitement des communications individuelles reçues en anglais et en français. Des progrès sensibles ont également été accomplis en ce qui concerne les communications reçues en russe et en espagnol. Cela dit, en raison du volume croissant des requêtes provenant de pays hispanophones et russophones, des ressources supplémentaires sont nécessaires pour assurer un traitement plus rapide des communications envoyées en russe et en espagnol. La base de données des requêtes a certes permis à l'Équipe des requêtes de produire des rapports plus rapidement, mais sa capacité, notamment pour ce qui est de trier les informations selon des critères spécifiques, a encore besoin d'être améliorée. Un consultant a été recruté en 2002 pour analyser le processus de présentation de requêtes et la base de données des requêtes en vue de recommander des améliorations au niveau technique et sur le fond.

38. Les fonds mobilisés à la suite de l'appel annuel 2002 sont également utilisés pour financer les activités relatives à l'application des recommandations des organes conventionnels, en particulier l'appui au suivi des procédures du Comité des droits de l'homme et du Comité contre la torture. Des consultants ont été recrutés pour établir un document de réflexion qui servira de base à un atelier sur la justice pour mineurs que doit convoquer le Haut-Commissariat aux droits de l'homme. Un appui financier a été fourni, entre autres, pour des réunions informelles entre les organes conventionnels et les États parties, la première réunion intercomités et la journée de débat général organisée par le Comité des droits de l'enfant en septembre 2002.

Appel annuel 2003

39. En 2003, le Service d'appui mettra essentiellement l'accent sur la conception et le renforcement de l'appui au Groupe de traitement des documents et au Groupe des recommandations des organes créés en vertu d'instruments internationaux qui ont été tous deux mis en place en 2002. L'appui apporté par le personnel sera maintenu à son niveau actuel. Cela dit, la structure du personnel de la catégorie des administrateurs faisant partie de l'Équipe des requêtes a été revue pour faire face au volume des requêtes provenant de pays russophones et hispanophones. Il sera nécessaire d'étoffer le personnel pour traiter les recommandations des organes conventionnels.

40. Parmi les autres activités prévues figurent, entre autres, l'assistance et l'appui à la rédaction des observations générales et aux journées de débat général, la compilation d'un recueil de décisions d'organes conventionnels ayant fait jurisprudence, l'élaboration d'un manuel des requêtes, la mise en place d'un système pour l'exploitation d'informations sur les pratiques exemplaires dans le domaine de l'application des recommandations relatives aux droits de l'homme et la mise à jour du manuel de présentation de rapports concernant les droits de l'homme et des fiches d'information individuelles.

B. Groupe des recommandations des organes créés en vertu d'instruments internationaux

41. Le Groupe des recommandations des organes créés en vertu d'instruments internationaux a été mis en place en 2002 au sein du Service d'appui du Haut-Commissariat aux droits de l'homme pour assurer le suivi des observations finales des organes conventionnels et des demandes spéciales entrant dans le cadre des procédures d'examen des requêtes individuelles.

Le but du Groupe est de fournir une assistance aux États et à la société civile pour le respect des obligations conventionnelles et des recommandations ainsi que pour la ratification de nouveaux instruments, la présentation de rapports et la concrétisation des obligations incombant aux États au titre des instruments internationaux (dans ce contexte le mot «recommandation» est un terme générique désignant entre autres les observations finales et les recommandations, les observations générales et les décisions prises au sujet des requêtes individuelles).

42. Dans le cadre du suivi, le Groupe des recommandations a fourni un appui aux procédures de suivi du Comité contre la torture et du Comité des droits de l'homme ainsi qu'au premier atelier sur le suivi des observations finales des organes conventionnels tenu à Quito en août 2002. Des contacts directs ont été établis avec les secrétariats de la Commission interaméricaine des droits de l'homme et de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples. Plusieurs cours de formation ont été organisés à l'intention des équipes de pays de l'ONU, des États parties et des membres de la société civile en vue de promouvoir l'approche des questions de développement fondée sur les droits. À cet égard, l'accent a été mis sur les recommandations des organes conventionnels en tant que base pour les activités à venir.

43. En 2003 et 2004, plusieurs ateliers de formation similaires auront lieu à Genève et au niveau des bureaux extérieurs, et la participation des ONG, des institutions nationales de défense des droits de l'homme et des médias nationaux aux sessions des organes conventionnels sera facilitée. Un appui à la ratification des instruments, à la présentation de rapports et au suivi sera également fourni au niveau national par les présences sur le terrain du Haut-Commissariat aux droits de l'homme.

C. Diffusion d'informations sur les travaux des organes conventionnels

44. Au cours de l'année passée, le secrétariat a pris plusieurs initiatives visant à faire une plus large place aux organes conventionnels dans le programme d'information de l'ONU et à rendre les rapports des États parties, les communications, les recommandations et les observations générales plus accessibles au public.

45. Le 4 mars 2003, le Haut-Commissariat aux droits de l'homme, la Sous-Secrétaire générale et Conseillère spéciale pour l'égalité des sexes et le Secrétaire général adjoint à la communication et à l'information ont envoyé une lettre à tous les centres, services et bureaux de l'information de l'ONU appelant leur attention sur les activités des organes conventionnels. Les centres de l'information ont reçu une liste des États parties dont les rapports doivent être examinés en 2003 et ont été instamment invités à faire un maximum de publicité au travail des organes conventionnels.

46. Afin de mieux faire connaître à l'extérieur les recommandations des organes conventionnels, le Groupe des recommandations et le Service d'appui du Haut-Commissariat ont créé un serveur de listes électronique. Ce serveur, auquel chacun pourra s'inscrire sur le lien fourni sur le site Web du Haut-Commissariat (<http://www.unhchr.ch/tbs/doc.nsf>), distribue, à la fin de la session de chaque organe conventionnel, ou peu de temps après, les recommandations adoptées par l'organe en question à toutes les personnes inscrites. Le nom des experts siégeant dans les organes conventionnels a été ajouté à ce serveur. Depuis mai 2003, le serveur a été utilisé pour diffuser les observations finales et les décisions au sujet des requêtes adoptées par le Comité des droits de l'homme à sa soixante-seizième session, le Comité pour l'élimination

de la discrimination raciale à sa soixante-deuxième session, le Comité contre la torture à sa trentième session et le Comité des droits économiques, sociaux et culturels à sa trentième session.

47. Le secrétariat s'emploie actuellement à modifier le site Web du Haut-Commissariat afin de rendre l'information plus accessible. Une page Web pilote a été créée pour le Comité des droits de l'homme (<http://www.unhchr.ch/html/menu2/6/crc/>); elle permet aux utilisateurs d'accéder directement aux rapports des États parties, aux listes de points à traiter, aux réponses écrites, à la liste et aux déclarations des délégations ainsi qu'aux observations finales dans toutes les langues disponibles. Ces documents sont classés par session et couvrent toutes les sessions qui ont eu lieu depuis 1993. Un calendrier provisoire des rapports devant être présentés jusqu'en janvier 2005, avec des liens permettant de consulter ces rapports lorsqu'ils sont disponibles, a également été affiché sur le site. En outre, les utilisateurs peuvent télécharger les textes de la Convention et de ses deux Protocoles facultatifs, les règlements intérieurs, les directives concernant l'établissement des rapports destinées aux États parties et aux partenaires, les observations générales et des informations sur les journées de débat général. La page est régulièrement mise à jour et permet de tenir les membres, les partenaires et le grand public au courant des faits nouveaux concernant le Comité.

48. La page Web sur la réunion des présidents et la réunion intercomités fait actuellement l'objet de modifications similaires. De nouvelles pages sur le développement du système conventionnel (<http://www.unhchr.ch/html/menu2/system.htm>) et l'étude de l'ONU sur la violence (<http://www.unhchr.ch/html/menu2/6/crc/study.htm>) ont été créées en vue de promouvoir l'information sur ces questions.

IV. IDÉES DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL POUR LA RÉFORME DU SYSTÈME DE PRÉSENTATION DE RAPPORTS AU TITRE DES INSTRUMENTS RELATIFS AUX DROITS DE L'HOMME

49. Dans sa résolution 57/300, adoptée à sa cinquante-septième session, l'Assemblée générale, après avoir examiné le rapport du Secrétaire général intitulé «Renforcer l'Organisation des Nations Unies: un programme pour aller plus loin dans le changement» (A/57/387), a encouragé les États parties aux instruments relatifs aux droits de l'homme et les organes créés en vertu de ces instruments à passer en revue leurs procédures régissant l'établissement des rapports afin d'améliorer la coordination et de simplifier les obligations en matière d'établissement de rapports que prévoient ces instruments. L'Assemblée générale a également prié le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme de faciliter ce travail, notamment en présentant des recommandations, selon qu'il conviendra. Dans la section II (partie B) de son rapport susmentionné, le Secrétaire général a souligné qu'il était important de poursuivre les efforts en vue de moderniser le système conventionnel. Face à une situation caractérisée par des rapports de plus en plus en retard ou la non-présentation de rapports par les États parties aux organes conventionnels, ainsi qu'à la lourde charge qu'impose auxdits États la présentation de rapports à six comités, le Secrétaire général a proposé que les comités a) mettent au point une approche mieux coordonnée de leurs activités et b) harmonisent les règles très diverses qu'ils imposent en matière de présentation de rapports, et que chaque État soit autorisé à produire un rapport unique résumant la façon dont il observe l'ensemble des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme auxquels il est partie (par. 54). Le Secrétaire général a également demandé au Haut-Commissaire aux droits de l'homme de consulter les organes conventionnels

au sujet de nouvelles procédures plus rationnelles d'établissement de rapports et de lui présenter ses recommandations en septembre 2003 au plus tard.

50. Plusieurs mesures ont été prises ou facilitées par le Haut-Commissariat en réponse à la demande du Secrétaire général. Le 1^{er} novembre 2002, le Haut-Commissaire a écrit aux présidents des six principaux organes conventionnels, appelant leur attention sur la recommandation du Secrétaire général ainsi que sur le rapport sur l'étude de la gestion du Haut-Commissariat menée par le Bureau des services de contrôle interne en 2002. Le Haut-Commissaire a demandé aux organes conventionnels d'accorder une attention prioritaire aux recommandations du Secrétaire général et du Bureau concernant en particulier les modalités de fusionnement des rapports exigés au titre de plusieurs instruments et de lui faire part, le cas échéant, de leurs vues sur la question avant la fin de mai 2003.

51. Au 26 mai 2003, à l'exception du Comité des droits de l'enfant, tous les organes conventionnels avaient officiellement réagi aux propositions du Secrétaire général. Le Président du Comité des droits de l'enfant, de son côté, a fait distribuer un document de travail informel intitulé «Traités relatifs aux droits de l'homme: un rapport unique» qu'il avait présenté au Comité à sa trente-deuxième session en janvier 2003.

52. Une note d'information sur les propositions du Secrétaire général résumant les réactions des organes conventionnels, les propositions et les pratiques existantes pour faire face au problème de la non-présentation de rapports et au fardeau qu'impose aux États parties l'établissement de rapports, ainsi que les possibilités en matière de réforme, a été établie par le secrétariat et publiée le 11 avril 2003 (HRI/ICM/2003/3). La note a été soumise aux experts siégeant dans les organes conventionnels, distribuée aux États Membres de l'Organisation des Nations Unies et aux ONG et publiée sur le site Web du Haut-Commissariat dans la page intitulée «Development of the Human Rights Treaty Body System».

53. La note d'information a servi de base pour les discussions menées lors d'une réunion de réflexion informelle organisée du 4 au 7 mai 2003 à Malbun (principauté du Liechtenstein) et à laquelle ont pris part des représentants des six organes conventionnels, d'États Membres des Nations Unies, d'entités du système des Nations Unies, d'ONG, de l'Union interparlementaire et d'institutions nationales de défense des droits de l'homme. Des séances d'information sur la réunion de Malbun destinées aux États Membres, aux ONG et à d'autres parties intéressées ont eu lieu à New York et à Genève en juin 2003. Des séances d'information informelle séparées ont été organisées à l'intention des ONG pour qu'elles puissent apporter leur contribution.

54. Le rapport de Malbun fait partie des documents qui seront présentés à la deuxième réunion intercomités, qui doit avoir lieu à Genève du 18 au 20 juin 2003, et à la quinzième réunion des présidents des organes conventionnels ainsi qu'à des organismes intergouvernementaux intéressés. Sur la base des recommandations de la réunion de Malbun, le secrétariat rédige actuellement des directives harmonisées pour l'établissement des rapports dans lesquelles seront fixées les spécifications techniques et de forme à prendre en compte lors de l'établissement de rapports destinés aux organes conventionnels. Le secrétariat s'emploie également à établir un projet de directives révisées détaillé pour les documents de base et procède à une évaluation de l'utilité pratique et de l'efficacité des directives actuelles en vue de faire des recommandations à la réunion intercomités en 2004. Une étude pilote visant à déterminer la faisabilité d'un rapport unique est aussi à l'examen.

V. AUTRES FAITS NOUVEAUX

A. Étude de l'Organisation des Nations Unies sur la violence contre les enfants

55. Le 12 février 2003, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, M. Kofi Annan, a nommé M. Paolo Sergio Pinheiro (Brésil) expert indépendant pour conduire l'étude mondiale sur la violence contre les enfants. Cette étude fait suite à une recommandation adoptée par le Comité des droits de l'homme à la suite des deux journées de débat général consacrées respectivement à la violence de l'État contre les enfants (2000) et à la violence contre les enfants dans la famille et à l'école (2001). L'Assemblée générale des Nations Unies avait autorisé l'étude à sa cinquante-septième session en 2002.

56. L'étude permettra de dresser un tableau détaillé de la fréquence, de la nature et des causes de la violence contre les enfants et de formuler des recommandations à l'intention des États Membres, du système des Nations Unies et de la société civile en vue de l'adoption de mesures appropriées, notamment la création de recours utiles et l'adoption de mesures de prévention et de réadaptation aux niveaux national et international.

57. L'expert indépendant fera un exposé lors de la cinquième réunion commune des présidents et des détenteurs de mandat, au titre des procédures spéciales, le 25 juin 2003. Cet exposé a pour but de définir la façon dont les organes conventionnels et les détenteurs de mandat au titre des procédures spéciales peuvent contribuer d'une manière systématique à cette étude.

B. Augmentation du nombre d'experts siégeant au Comité des droits de l'enfant

58. Le 18 novembre 2002, l'amendement au paragraphe 2 de l'article 43 de la Convention relative aux droits de l'homme qui porte de 10 à 18 le nombre d'experts siégeant au Comité des droits de l'enfant est entré en vigueur. Son entrée en vigueur a coïncidé avec la tenue de la neuvième réunion des États parties convoquée pour élire les nouveaux membres du Comité. Treize membres au total ont été élus à cette élection (8 en application de l'amendement et 5 à la suite de l'expiration du mandat d'anciens membres).

59. L'article 43 de la Convention stipule que bien que les membres du Comité soient normalement élus pour un mandat de quatre ans, le mandat de cinq des membres élus lors de la première élection (1991) prend fin au bout de deux ans. Le but est de faire en sorte qu'il n'y ait pas à la suite d'une élection un comité constitué entièrement de nouveaux membres et d'assurer ainsi une certaine continuité dans les travaux de cet organe. Une décision similaire a été adoptée pour l'élection de février 2003 en sorte que dans le Comité actuel, qui est composé de 18 membres, le mandat de neuf membres arrive à expiration en 2005 et celui des autres membres en 2007. Un tirage au sort a été effectué pour déterminer lesquels des membres nouvellement élus auront un mandat de deux ans.

C. Adoption du Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants

60. Le Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants a été adopté par l'Assemblée générale dans sa résolution 57/199 à sa cinquante-septième session le 18 décembre 2002 et a été ouvert,

le 4 février 2003, à la signature de tout État ayant signé la Convention. En mai 2003, trois États avaient signé le Protocole. Cet instrument entrera en vigueur, conformément à son article 28, paragraphe 1, après que 20 États l'aient ratifié ou y aient adhéré. Son entrée en vigueur permettra à un sous-comité indépendant relevant du Comité contre la torture d'effectuer dans les États parties des visites dans les lieux où sont placées des personnes privées de leur liberté. Le Protocole impose également aux États parties l'obligation de mettre en place ou de désigner des institutions nationales indépendantes qui effectueront des visites dans les lieux de détention.

61. À sa trentième session, en mai 2003, dans l'optique de l'entrée en vigueur du Protocole facultatif, le Comité a ébauché des mesures pour promouvoir la ratification de cet instrument et a commencé à élaborer des directives sur la coopération avec le futur sous-comité.

D. Entrée en vigueur de la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille

62. À la suite de sa ratification par le Guatemala, le 14 mars 2003, la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille entrera en vigueur le 1^{er} juillet 2003, conformément au paragraphe 1 de son article 87. Le futur comité pour la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille sera initialement composé de 10 experts. L'élection des membres du Comité par les États parties doit avoir lieu avant la fin de l'année. Le nombre d'experts siégeant au Comité sera porté de 10 à 14 lorsque 41 ratifications auront été reçues.
